



DÉMOCRATIE ET GOUVERNANCE

Fiche numéro 14/04

Contrat » 2017/393-096



Think National, Act Local : Vers une décentralisation de la société civile

Avec l'action « think national, act local », l'Union européenne accompagne la décentralisation de la société civile au moment où celle-ci devient réalité



SOCIÉTÉ CIVILE

GOUVERNANCE LOCALE

DÉMOCRATIE

REDEVABILITÉ



RÉGIONS

» Toute la Tunisie
(20 gouvernorats)



PÉRIODE D'EXÉCUTION

» 24 mois
janvier 2018
décembre 2019



BUDGET

472 177 €

- » Instrument IEDDH
- » Modalité Subvention
- » Part UE 90 %



BÉNÉFICIAIRES

- » organisations de la société civile
- » autorités locales
- » citoyens tunisiens



MISE EN ŒUVRE

- » I WATCH Organization



contacts

Mohamed Chérif El Kadhi
cherif@iwatch-organisation.org
Maria.casado@eeas.europa.eu

→ CONTEXTE

La constitution tunisienne a opté pour la décentralisation comme nouveau mécanisme de gouvernance pour le pays. Cependant, et à l'approche des élections municipales et de l'adoption de la loi sur les collectivités locales, on constate que les organisations de la société civile actives dans les domaines de la transparence, de la redevabilité et des élections sont basées principalement à Tunis, reflet de la centralisation du pouvoir dans le pays.

Dans ce contexte, I WATCH se propose de renforcer le rôle de la société civile locale dans le processus de décentralisation, pour assurer le développement et l'appropriation de la démocratie locale. Le projet permettra d'identifier et d'habiliter 20 organisations de la société civile locales pour assurer un rôle de veille citoyenne dans les 20 gouvernorats concernés (tous les gouvernorats sauf le Grand Tunis : Manouba, Ben Arous, Ariana et Tunis).

→ OBJECTIFS

Le projet vise à contribuer à la poursuite du processus démocratique engagé en 2011. Dans cette démarche, Iwatch et les organisations identifiées concentreront leurs efforts sur la transparence des prochaines échéances électorales (élections municipales, régionales, législatives et présidentielles) ainsi que leur financement en 2018 et 2019.

Simultanément, il s'agira également d'accroître la réactivité des autorités locales face aux citoyens et Organisations de la Société Civile (OSC), pour qu'un réel dialogue s'établisse entre les élus et la population et que la démocratie participe devienne une réalité du quotidien.

→ MISE EN ŒUVRE

En pratique, le projet adoptera plusieurs méthodes cohérentes entre elles pour atteindre les objectifs du projet: formation, assistance technique aux organisations de la société civile, assistance financière, observation des élections, observation du financement des campagnes.

Cela se fera notamment au moyen de subventions aux tiers sur la base de critères précis. À la fin du projet, il est escompté que les OSC partenaires aient la possibilité d'agir en tant qu'organisme de veille local aptes à demander des comptes aux décideurs, mais aussi en capacité d'observer les élections à partir de différents aspects (le financement de la campagne, le jour des élections, la campagne en elle-même...), en vue d'en apprécier la validité.

Enfin, d'ici la fin du projet, il est attendu que les organisations partenaires locales soient à même de planifier et de gérer des projets et des budgets. Dans cette perspective, l'action a été élaborée autour d'une méthodologie alliant connaissances théoriques et compétences pratiques, lesquelles seront transmises aux partenaires.